

Cassis sous pression

BILAN L'assaut des Verts contre un siège libéral-radical au Conseil fédéral vise un ministre à la ligne fluctuante.

PAR CHRISTIANE IMSAND ET PHILIPPE BOEGLIN, BERNE

En poste depuis deux ans, le chef du Département des affaires étrangères (DFAE), Ignazio Cassis, a eu le temps de se faire des ennemis. Déçue par le virage à droite opéré par le libéral-radical tessinois, après l'ère du centriste Didier Burkhalter, la gauche ne manque pas de l'étriller chaque fois qu'il semble donner des gages à la droite et aux milieux économiques. C'est le jeu de la politique, mais le Tessinois prête le flanc à la critique, en adoptant des positions polémiques qui le contraignent régulièrement à de pénibles reculades.

EUROPE: L'IMPASSE SUR L'ACCORD-CADRE

Discours percutant, mise en scène accrocheuse: Ignazio Cassis a repris le tentaculaire dossier européen avec un certain à-propos. D'abord en déclarant vouloir faire «reset» avec l'Union européenne sur l'accord-cadre institutionnel, soit remettre les compteurs à zéro. Puis en alliant le geste à la parole, comme lors d'une présentation où il jette au sol des cubes de couleur. Il tranche avec son prédécesseur Didier Burkhalter, recroquevillé et résigné. «Il a insufflé un nouvel élan aux négociations», lui accorde un adversaire politique proche du Conseil fédéral.

L'UDC fait la moue. Elle espérait autre chose de ce «reset», mais, comme le dit le Valaisan Jean-Luc Addor, «il était illusoire de croire que le Tessinois se transformerait en petit soldat de l'UDC».

Le soufflé retombe vite. Peu de temps après, Ignazio Cassis met les pieds dans le plat en relativisant le caractère intouchable de la protection des salaires, alors que le maintien des mesures d'accompagnement constituait la ligne rouge définie par son prédécesseur. C'est un tournant. Les



Ignazio Cassis (au centre) a été ligoté, mercredi soir, à Vens, par la compagnie des Brigands du Jorat lors de la réception en l'honneur de la nouvelle présidente du Conseil national, Isabelle Moret. Pour l'élection de mercredi prochain, c'est principalement son siège qui est visé par les Verts. KEYSTONE



«Ignazio Cassis n'a pas quitté le costume de lobbyiste qu'il portait comme parlementaire.»

CARLO SOMMARUGA
CONSEILLER AUX ÉTATS GÉNEVOIS (PS)

syndicats et le PS montent au front. Le ministre perd la majorité au Parlement pour l'accord-cadre, puisque l'UDC maintient son opposition fondamentale. Le fossé reste béant, aggravé par l'attitude peu conciliante de l'Union européenne.

Le conseiller fédéral tente de gagner du temps en demandant des clarifications sur la protection des salaires, les aides d'Etat et la directive européenne sur la citoyenneté. «On ne peut pas lui reprocher de ne pas tout faire pour défendre les intérêts de la Suisse», souligne l'un de ses proches. «Il essaie de trouver des solutions raisonnables.»

UNE APPROCHE ÉCONOMIQUE

«La politique extérieure est de la politique intérieure.» Ignazio Cassis a annoncé rapidement la couleur. Les actions sur la scène internationale doivent rapporter des fruits tangibles à la Suisse et à son économie. Quitte à adopter des positions pour le moins polémiques: à l'été 2018, le Tessinois apporte la quatrième voix décisive au Conseil fédéral pour libéraliser les exportations d'armes dans les pays en guerre civile. Tollé à gauche et au centre. La fronde gagne le centre droit, puisque des élus PLR et UDC font passer une motion qui amène le gouver-

nement à revenir sur ses pas. L'été dernier, le DFAE refait les gros titres. Le géant du tabac Philip Morris est annoncé comme sponsor du Pavillon suisse à l'Exposition universelle de Dubaï, en 2020. A nouveau, hauts cris. Médecin spécialisé dans la prévention (!), Ignazio Cassis recule. Son département assure que le contrat n'était pas encore définitif. Tollé encore après la visite d'une mine de cuivre de l'entreprise zougnoise Glencore, en Zambie. Le Tessinois avait loué les efforts de modernisation du géant minier, très critiqué par les défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement, qui défendent une ini-

tiative pour des multinationales responsables. «C'est une affaire montée en épingle, qui ne doit pas faire perdre la vision d'ensemble», estime le vice-président du PLR, Christian Lüscher. «N'oublions pas que l'économie est le moteur de notre prospérité.»

COMMUNICATION: LE POLITICIEN CAFOUILLER

L'épisode est emblématique: en 2017, juste avant son élection au Conseil fédéral, Ignazio Cassis adhère à l'association des tireurs Pro Tell, donnant un gage de plus à la droite conservatrice. Lorsque le «Tages-Anzeiger» et «Zentralschweiz am Sonntag» le révèlent, il se dépêche de quitter le lobby. Pour ses critiques, ce cafouillis illustre à quel point le ministre PLR est influençable et sensible autant à la pression qu'au sens du vent.

L'histoire se répète avec le sponsoring de Philip Morris à l'Exposition universelle. Le DFAE explique que ce sont les articles de presse qui ont poussé son chef à anticiper sa décision. «Ignazio Cassis est l'anti-Pascal Couchepin. L'ex-conseiller fédéral radical était un homme d'Etat, qui savait où il allait. Ignazio Cassis n'a, lui, pas quitté le costume de lobbyiste qu'il portait comme parlementaire», envoie le conseiller aux Etats Carlo Sommaruga (PS/GE). Cette impression louvoyante, le Tessinois la transmet aussi lorsqu'en mai 2018, il émet des doutes sur le bien-fondé de l'UNRWA, l'agence de l'ONU d'aide aux réfugiés palestiniens, que Berne soutient. Dans la foulée, le président d'alors, Alain Berset (PS), le rappelle à l'ordre. Christian Lüscher rétorque qu'il n'est pas illégitime de se poser des questions. A droite, plusieurs parlementaires mettent en cause son entourage et évoquent des problèmes de communication.

A cinq jours de l'élection, Regula Rytz ne décolle pas

Pour Regula Rytz, l'heure de vérité va sonner mercredi prochain, lors de l'élection du gouvernement par l'Assemblée fédérale. Les pronostics peuvent évidemment être déjoués, comme dans tout scrutin. Mais une élection de la présidente des Verts serait une grosse surprise, pour plusieurs raisons.

Poussés par leur fulgurante progression aux élections fédérales d'octobre, les Verts, devenus quatrième parti au Conseil national, estiment avoir droit à un siège ministériel. Et pour l'obtenir, ils n'ont pas le choix: il leur faut déboulonner un ministre en place, vu qu'aucun ne démissionne. La cible a été définie, elle se nomme Ignazio Cassis. Le libéral-radical tessinois est, entre autres, jugé coupable d'appartenir à un parti surreprésenté au gouvernement, avec deux sièges sur sept, et d'être en mal avec son rôle d'homme

d'Etat. S'il ne «tombait» pas, il n'est pas exclu que les écologistes s'en prennent à l'autre ministre PLR, Karin Keller-Sutter.

Prétentions prématurées

C'est là que commencent les difficultés des Verts. La culture politique suisse n'apprécie guère les assauts contre la concordance. Expulser un ministre en place? Beaucoup de parlementaires rechignent à se prêter à l'exercice.

En outre, les prétentions des Verts paraissent prématurées à une bonne partie du Parlement. Après tout, l'histoire politique helvétique obéit à une constante: il faut confirmer à plusieurs reprises les bons scores électoraux pour accéder au collège suprême. Les conservateurs (le PDC de l'époque), les socialistes et l'UDC en savent quelque chose.



Une élection de Regula Rytz, mercredi prochain, serait une grosse surprise. Mais la présidente des Verts mène quand même campagne pour un siège au Conseil fédéral. KEYSTONE

Pour arriver à ses fins, Regula Rytz doit engranger le plein de voix dans le camp rose-vert, ainsi que la majorité

des suffrages chez les Vert'libéraux et les démocrates-chrétiens. Le défi est de taille. Si son parti et le PS devraient la soutenir en masse, l'appui des Vert'libéraux et du PDC est loin d'être acquis.

Chez les premiers, des élus comme Isabelle Chevalley (VD) ont déclaré que Regula Rytz se situait trop à gauche. Parmi les seconds, on grimace. «Éliminer un conseiller fédéral en place, c'est déjà discutable, et cela l'est encore plus si on s'attaque à une minorité, avec l'italophone Ignazio Cassis, ou à une femme, avec Karin Keller-Sutter», résume Christine Bulliard-Marbach, conseillère nationale (PDC/FR) et membre du comité du groupe du centre.

Le PDC a en outre de bonnes raisons de jouer la prudence. Son unique ministre, la Valaisanne Viola Amherd, sera, dans l'ordre, la dernière à être

élue. Les démocrates-chrétiens tiennent donc à ne pas fâcher le PLR et l'UDC.

Etrange campagne...

A ces motifs s'ajoute la campagne un peu étrange des Verts et de leur présidente. Les écologistes ont longtemps attendu – tergiversé? – avant de déclarer leurs ambitions. Regula Rytz s'est lancée moins d'un mois avant les élections au Conseil fédéral. «Si l'on veut réellement siéger au gouvernement, il faut mener une vraie campagne, se battre, avoir une stratégie. Les Verts n'ont encore rien démontré sur ce plan», remarque le conseiller national Benjamin Roduit (PDC/VS). Ce qui fait dire à plus d'un élu que la véritable intention des Verts est de préparer le terrain, pour une nouvelle offensive dans quatre ans, et de faire pression, en attendant, dans l'opposition. **PBO**